

### À qui appartiennent les radios françaises ?



# À qui appartiennent les radios françaises?

Principaux groupes et groupement radiophoniques en France, selon la part d'audience en 2023 (en %)





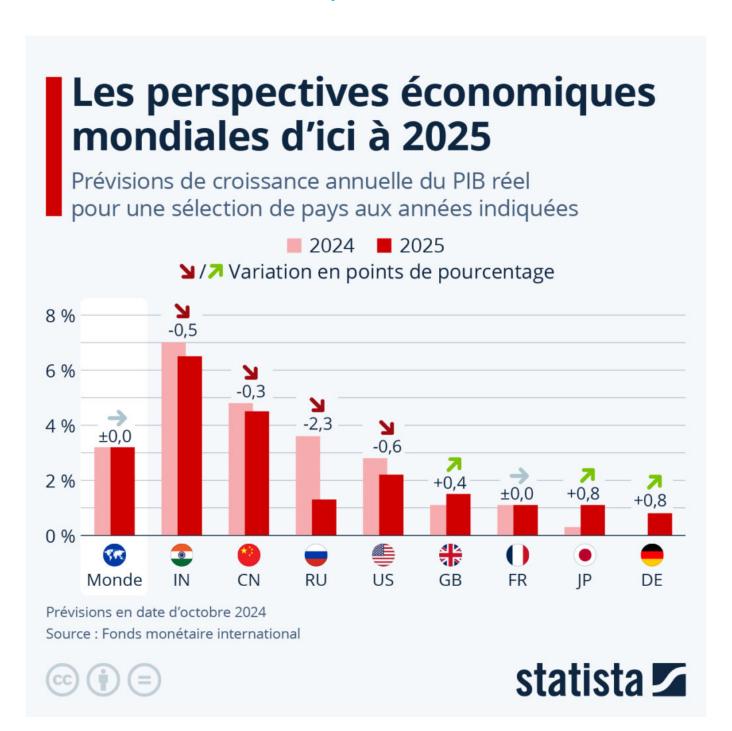


Premier groupe radiophonique en France avec près de 30 % de part d'audience en 2023, Radio France exploite, entre autres, les stations France Inter, France Bleu, France Info, France Culture et Mouv'. Cela place le groupe gérant les stations de radio publiques loin devant les groupes M6 (RTL, RTL 2, Fun Radio) et NRJ (NRJ, Chérie FM, Nostalgie), qui cumulent respectivement autour de 18 % et 15 % de parts d'audience. En quatrième position des groupes radiophoniques français, on trouve Les Indés Radios (11 %), un groupement d'intérêt économique réunissant 129 radios thématiques indépendantes, dont chacune a une aire de diffusion locale ou régionale. Le groupe Lagardère News (Europe 1, Europe 2, RFM) complète le top 5 avec environ 7 % de part d'audience, suivi de RMC (environ 6 %), propriété de l'armateur français CMA CGM, via sa filiale CMA Audiovisual.

De Tristan Gaudiaut pour Statista

## Économie mondiale : quelles perspectives d'ici à 2025 ?





Dans ses dernières <u>prévisions publiées en octobre</u>, le Fonds monétaire international (FMI) s'attend à ce que la croissance économique mondiale reste stable, bien qu'insuffisante à court et à moyen terme selon elle. L'institution financière prévoit une croissance du PIB mondial d'environ 3 % par an en 2024 et en 2025. Si la croissance reste constante à l'échelle mondiale, les dynamiques sous-jacentes révèlent d'importants changements à la fois sectoriels et régionaux. Le FMI a également mis l'accent sur



l'incertitude élevée, les tensions géopolitiques, la volatilité des marchés financiers et les élections à venir, qui affectent la stabilité économique.

En ce qui concerne les plus grandes économies de la planète, le FMI a revu à la baisse sa prévision de croissance pour la Chine en 2024, la ramenant à 4,8 % (contre 5 % en juillet), en avertissant que le ralentissement du secteur immobilier risquait de s'aggraver dans le pays. L'organisation internationale table sur une croissance chinoise à 4,5 % l'an prochain. Pour son rival régional, l'Inde, elle a en revanche maintenu ses prévisions inchangées à 7 % de croissance cette année et à 6,5 % en 2025.

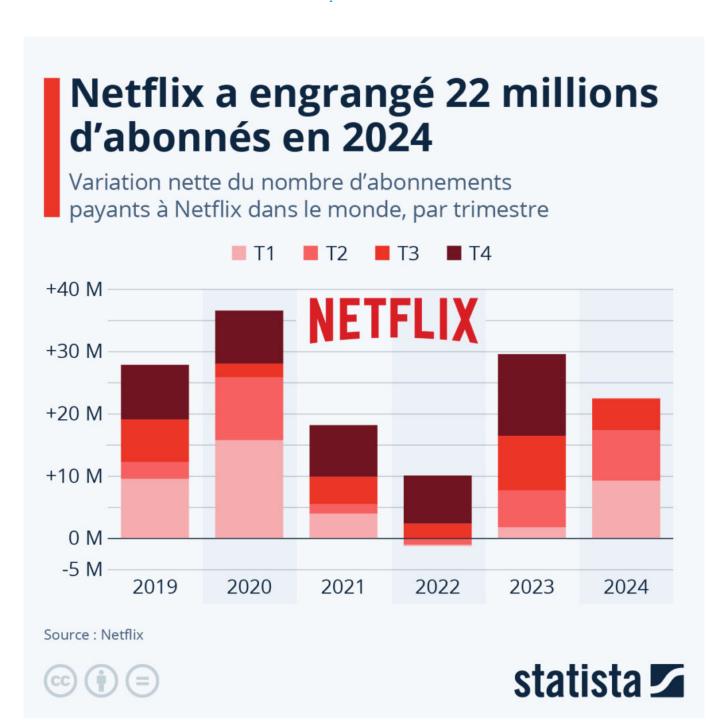
Pour l'économie américaine, le FMI a relevé de 2,6 % à 2,8 % sa prévision de croissance en 2024, principalement en raison d'une consommation plus importante que prévu. En 2025, l'institution table sur une croissance du PIB des États-Unis à 2,2 % (contre 1,9 % en juillet).

En Europe, l'Allemagne devrait enregistrer une croissance nulle en 2024, après avoir connu une légère récession en 2023. L'an prochain, Berlin devrait renouer avec une croissance limitée à 0,8 % d'après le FMI. À l'inverse, l'économie française reste stable, avec une croissance attendue à 1,1 % en 2024 et en 2025 (comme en 2023). Pour le Royaume-Uni, l'organisation est désormais plus optimiste qu'en juillet, puisqu'elle prévoit une hausse du PIB de 1,1 % en 2024 (contre 0,7 % auparavant). En 2025, il est attendu que le PIB britannique augmente de 1,5 %. Enfin, en Russie, le FMI s'attend à ce que l'économie progresse de 3,6 % en 2024 (contre 3,2 % en juillet). Mais l'institution a cependant réduit sa prévision de croissance pour l'an prochain de 1,5 % à 1,3 %, compte tenu des signes d'aggravation des problèmes économiques du pays.

De Tristan Gaudiaut pour Statista

# Netflix a engrangé plus de 22 millions d'abonnés en 2024, du jamais vu depuis 2020





Grâce à la sortie réussie de plusieurs productions originales, au succès de son offre d'abonnement avec publicité lancé en 2022 et à la répression renforcée contre le partage des mots de passe, Netflix connaît sa meilleure année depuis 2020 en matière de croissance d'abonnés. En effet, le géant du <u>streaming vidéo</u> a engrangé 22,4 millions d'abonnés supplémentaires dans le monde au cours des neuf premiers mois de 2024, soit 37 % de plus que le niveau à la même période l'an dernier (16,4 millions de nouveaux



abonnés entre janvier et septembre 2023). Après un premier semestre extrêmement solide (17,4 millions de nouveaux abonnés), Netflix a enregistré 5,1 millions d'abonnements supplémentaires de juillet à septembre, dépassant les prévisions qui tablaient sur 4,5 millions de nouveaux clients payants.

Au cours du troisième trimestre, le chiffre d'affaires de Netflix a augmenté de 15 % d'une année sur l'autre, principalement grâce à la croissance du nombre d'abonnés. Pour l'avenir, le service de vidéos à la demande s'attend à une croissance continue à deux chiffres de ses revenus. L'entreprise mise en effet sur la poursuite de l'élargissement de sa base d'utilisateurs et ambitionne d'accroître le revenu moyen par abonné, tout en développant son activité publicitaire encore naissante. La publicité « n'est pas encore un moteur de croissance important, mais elle devrait avoir une contribution plus significative en 2025 », a précisé le directeur financier de Netflix Spencer Neumann.

Au troisième trimestre, le nombre d'abonnés à la formule incluant de la publicité a bondi de 35 % par rapport au trimestre précédent. Dans l'ensemble, plus de la moitié des nouveaux abonnés dans les marchés éligibles ont choisi l'offre avec la publicité. « Nous sommes sur la bonne voie pour atteindre ce que nous pensons être le niveau critique d'abonnements avec pub pour les annonceurs dans tous les pays [où l'offre avec publicité est disponible] en 2025, créant ainsi une base solide à partir de laquelle nous pourrons continuer à augmenter nos clients publicitaires en 2026 et au-delà », a écrit l'entreprise dans une lettre aux actionnaires.

#### Vidéo à la demande : quels services dominent le marché ?

Netflix et Disney+ figurent, avec Amazon Prime Video, parmi les <u>services de streaming</u> les plus connus au monde. Cela se reflète dans les parts de marché des entreprises auxquelles ils appartiennent, ces dernières dominant le secteur de la vidéo à la demande dans les principaux marchés mondiaux.

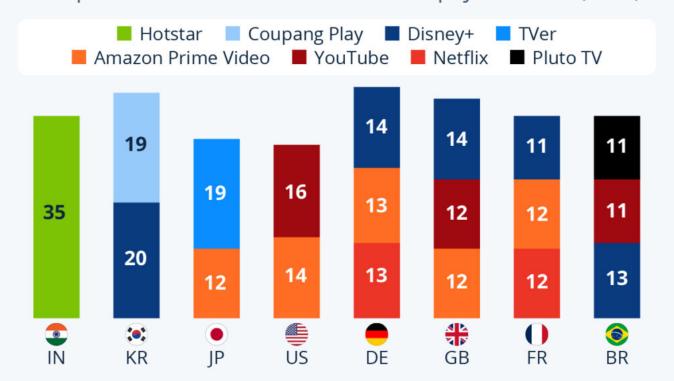
En France, en 2023, Netflix était le leader du marché de la vidéo à la demande en ligne (services par contournement), à égalité avec Amazon Prime Video, selon les estimations des Market Insights de Statista. Les deux géants du streaming vidéo affichaient chacun une part de marché de 12 % dans le pays. Netflix détenait également l'une des plus grosses parts du marché aux États-Unis (14 %), en Allemagne (13 %) et Royaume-Uni (12 %), et Amazon Prime Video l'une des plus importantes au Japon (12 %) et en Allemagne (13 %). Au Royaume-Uni, en Allemagne et au Brésil, Disney+ se démarque également parmi les leaders du marché (part de marché comprise entre 13 et 14 %).

Le Japon, l'Inde et la Corée du Sud font figure d'exception dans cette comparaison internationale. Dans le pays du Soleil-Levant, TVer (19 %) occupe la position de leader des services par contournement loin devant Amazon Prime Video (12 %). En Inde, c'est Hotstar qui domine (35 %), mais ce dernier n'est différent de Disney+ que sur le papier. En effet, Hotstar a été créé en 2015, mais Disney a racheté ce fournisseur de streaming en 2019. Enfin, en Corée du Sud, Coupang Play et Disney+ font jeu égal, avec une part de marché respective d'environ 20 %.



# Vidéo à la demande : quels services dominent le marché ?

Services par contournement (OTT) avec les parts de marché les plus élevées dans une sélection de pays en 2023 (en %)\*



<sup>\*</sup> Principale(s) plateforme(s) par pays : part de marché unique ou combinée d'au moins 30 %. Source : Statista Market Insights









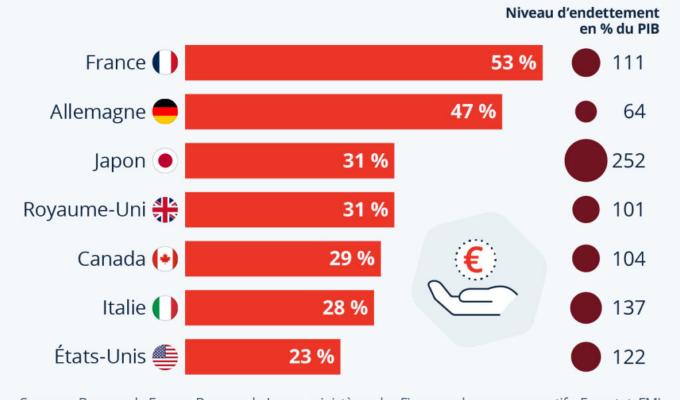
De Tristan Gaudiaut pour Statista



### Plus de la moitié de la dette française est détenue à l'étranger

## Plus de la moitié de la dette française est détenue à l'étranger

Part de la dette publique détenue par des investisseurs étrangers dans les pays du G7 à la fin de l'année 2023



Sources : Banque de France, Banque du Japon, ministères des Finances des pays respectifs, Eurostat, FMI









statista 🔽





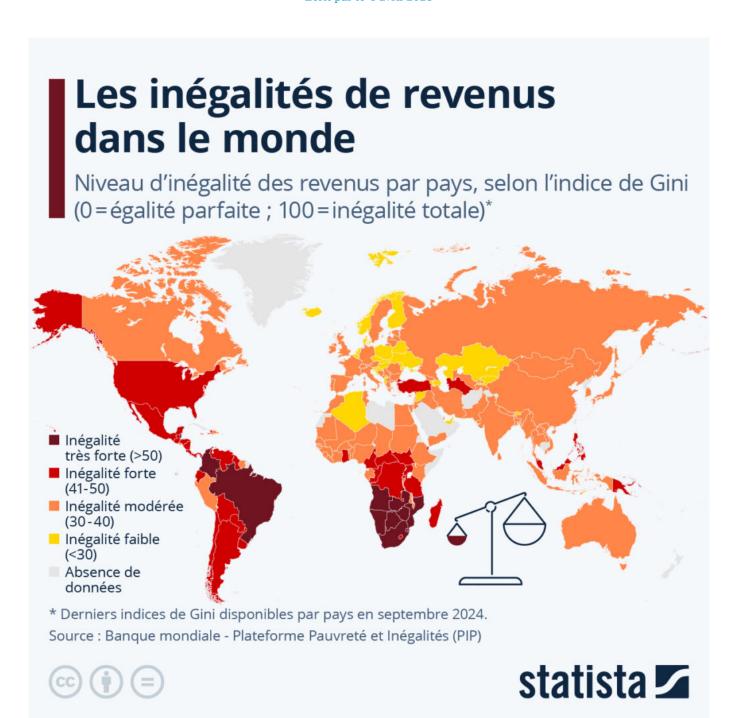
La dette publique française a continué de gonfler au deuxième trimestre 2024, s'établissant à 112 % du produit intérieur brut (PIB) en juin, contre près de 111 % du PIB en mars, a indiqué l'<u>Insee</u> fin septembre. La structure et l'origine du financement de la dette font partie des éléments importants qui permettent d'évaluer la fiabilité des financeurs de l'État. Dans ce contexte, nous nous sommes intéressés aux détenteurs de la <u>dette publique</u> de la France et d'autres grandes économies dans le monde. Quelle part de la dette est détenue hors des frontières du pays ?

D'après les <u>chiffres</u> de la Banque de France, 53 % de la dette française était détenue par des investisseurs étrangers à la fin de l'année 2023 (dans le détail : 23 % en zone euro et près de 30 % hors zone euro). Comme l'indique notre infographie, il s'agit de la valeur la plus élevée mesurée au sein des économies du G7. En comparaison, la part de la dette publique détenue à l'étranger s'élevait à 47 % en Allemagne à la même date, 31 % au Japon et au Royaume-Uni, 28 et 29 % respectivement en Italie et au Canada, ainsi qu'à 23 % aux États-Unis.

De Tristan Gaudiaut pour Statista

#### Les inégalités de revenus dans le monde





Le dernier <u>rapport</u> de la Banque mondiale sur la pauvreté et la prospérité partagée offre un aperçu de la pauvreté et des <u>inégalités de richesse dans le monde</u>. Comme le rappelle l'organisation, « la répartition inégale des revenus, de la consommation, de la richesse ou des opportunités entre les différents groupes d'une société, est reconnue depuis longtemps comme un obstacle au développement durable ». Ainsi, des inégalités de revenus élevées peuvent « entraver la réduction de la pauvreté, freiner la croissance



économique, limiter l'accès aux opportunités économiques et éducatives pour les individus et réduire la cohésion sociale au sein d'un pays », tandis qu'à l'inverse, la réduction de ces inégalités est à même de « favoriser le développement du capital économique et humain ».

L'indice (ou coefficient) de Gini est une mesure statistique permettant de rendre compte de la répartition de la richesse (revenus, consommation, etc.) dans un pays : son échelle varie de 0 (égalité parfaite) à 100 (inégalité totale). Sur la base des dernières données disponibles pour chaque pays en septembre 2024, notre carte dresse un état des lieux des inégalités économiques au sein des populations à travers le monde. Au total, 49 pays présentent un indice de Gini supérieur à 40, c'est-à-dire traduisant de fortes inégalités. Les économies à fortes inégalités de revenus sont concentrées en Amérique latine et dans les Caraïbes, ainsi qu'en Afrique subsaharienne. Plus de 80 % des pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont un indice de Gini supérieur à 40, la Colombie (55) et le Brésil (52) étant les pays les plus inégalitaires de la région. En Afrique subsaharienne, plus de la moitié des pays sont concernés, et les inégalités les plus fortes sont observées en Afrique australe – l'Afrique du Sud (indice de Gini de 63) et la Namibie (59) étant les pays les plus inégalitaires au monde sur la base de cet indicateur.

Les fortes inégalités de revenus sont plus fréquentes dans les pays à revenu faible et intermédiaire, ainsi que dans les pays en situation de fragilité politique et/ou touchés par des conflits. Ainsi, environ deux cinquièmes des pays à revenu intermédiaire et un tiers des pays à faible revenu présentent des niveaux d'inégalité élevés. En revanche, seule une poignée d'économies à revenu élevé affichent de fortes inégalités : le Chili, le Panama, les États-Unis et l'Uruguay.

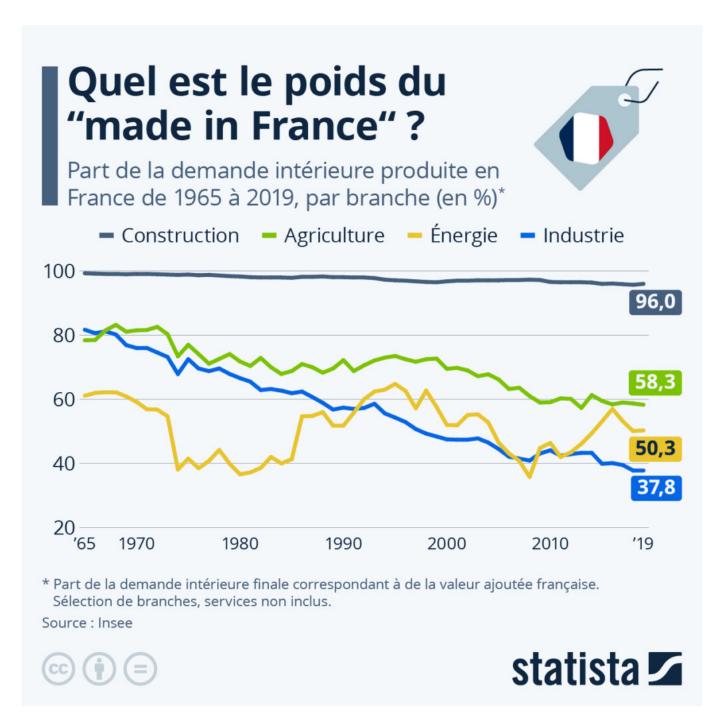
À l'autre extrémité du spectre, l'indice de Gini est le plus faible dans les pays d'Europe du Nord, de l'Est et centrale. Le niveau d'inégalité des revenus le moins élevé au monde est mesuré en Slovaquie, en Slovénie et au Belarus (indice de Gini de 24), suivis par des pays comme les Pays-Bas, l'Islande ou encore la Tchéquie (indice de 26). Quant au coefficient de Gini de la France, il s'élevait à 32 en 2021, correspondant à une inégalité jugée modérée. À l'heure actuelle, la majorité de la population mondiale (5,6 milliards, soit 70 %) vit dans une économie où les inégalités sont considérées comme modérées, tandis qu'un nombre relativement peu élevé (609 millions, 8 %) vit dans des économies où les inégalités sont considérées comme plutôt faibles.

De Tristan Gaudiaut pour Statista

#### Quel est le poids du « made in France » par



#### secteur?



Si la participation au commerce international procure un certain nombre de bénéfices, plusieurs raisons



conduisent à s'intéresser aux relocalisations d'activité dans les pays européens, tels que les effets positifs sur l'emploi et la balance commerciale, la sécurisation des chaînes d'approvisionnement, ou encore les enjeux écologiques, comme la réduction des <u>émissions de gaz à effet de serre</u>.

Selon une étude récemment publiée par l'Insee, 38 % des <u>produits manufacturés</u> consommés par les Français en 2019 venaient de France. Cette part est toutefois nettement plus élevée pour l'énergie (50 %) et les <u>biens agricoles</u> (58 %), et encore davantage pour la construction (96 %).

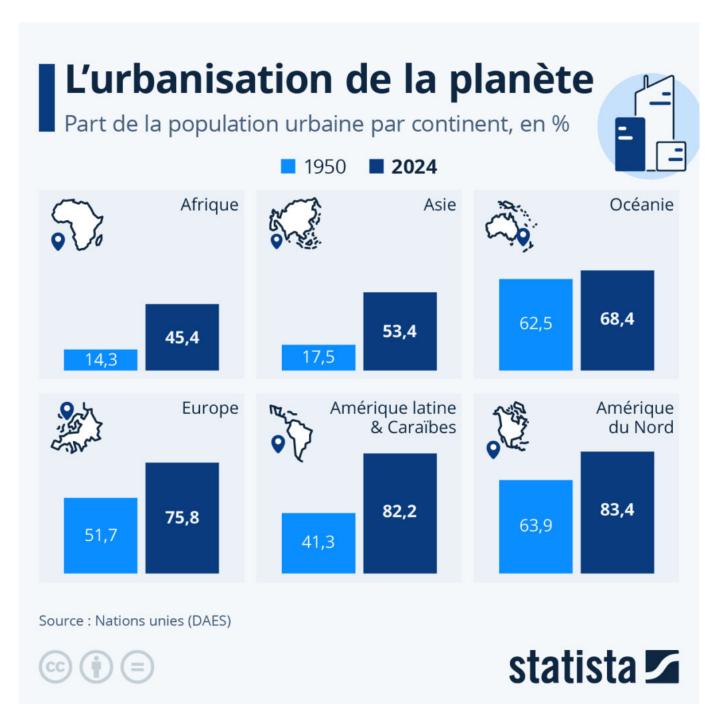
Comme le met en avant notre infographie, entre 1965 et 2019, la baisse du « made in France » a été particulièrement prononcée pour les produits manufacturés : de 82 % à 38 %, soit une chute de 44 points. Concernant les produits agricoles, la baisse dans la demande intérieure a été un peu moins marquée, avec une diminution de 20 points depuis le milieu des années 1960. Enfin, pour l'énergie, la part de « made in France » a globalement fluctué entre 40 % et 60 % sur la période étudiée, en lien notamment avec les variations du prix des hydrocarbures.

Comme le souligne l'Insee, le poids du « made in France » a diminué dans une proportion comparable à ce qui a été observé dans les grands pays voisins. Outre-Rhin par exemple, entre 1965 et 2019, la part du « made in Allemagne » a chuté de 33 points de pourcentage pour la consommation intérieure de biens manufacturés et de 28 points pour celle des produits agricoles.

De Tristan Gaudiaut pour Statista

#### L'explosion urbaine dans le monde





Les <u>données</u> de la Division de la population des Nations unies donnent un aperçu de l'ampleur de l'<u>urbanisation</u> dans le monde ces dernières décennies. L'Afrique et l'Asie – dont les populations urbaines sont déjà respectivement plus importantes que celles d'Europe, d'Amérique latine ou d'Amérique du Nord – sont les continents où la part de citadins a le plus augmenté depuis le milieu du 20ème siècle.



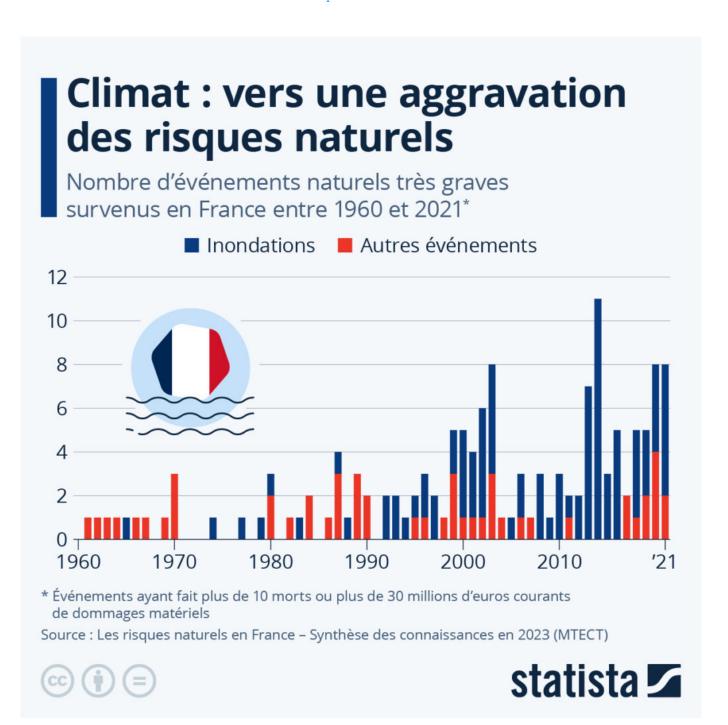
Alors qu'en 1950, moins d'un Africain et d'un Asiatique sur cinq vivait en ville, ce chiffre est passé à respectivement 45,4 % et 53,4 % en 2024. L'Amérique latine et les Caraïbes ont également connu une forte croissance urbaine au cours de cette période : la part de citadins y a presque doublé pour atteindre plus de 80 %, soit un taux supérieur à celui de l'Europe (75,8 %). C'est en Amérique du Nord que la part de la population vivant en ville est actuellement la plus élevée : 83,4 %.

À l'échelle du globe, depuis 2010, le nombre de citadins a dépassé celui des personnes habitant en milieu rural. En 2024, il est estimé que plus de 57 % de la population mondiale vit en ville. Selon les <u>projections</u> <u>démographiques</u>, ce chiffre pourrait grimper à plus de 68 % à l'horizon 2050, principalement porté par la poursuite du développement urbain en Afrique et en Asie.

De Valentine Fourreau pour Statista

## Climat: vers une aggravation des risques naturels





Un épisode pluvieux exceptionnel a touché la France mercredi 9 octobre 2024, en raison du passage de la tempête extra-tropicale Kirk. À l'échelle du pays, il est tombé en une journée l'équivalent d'un mois de pluie et quelque 70 records de précipitations ont été enregistrés dans la moitié nord de l'Hexagone. À Paris, le record de la journée la plus arrosée de l'histoire a presque été battu, avec 70 mm de pluie relevés en 24 heures à la station de Paris-Montsouris – une seule journée avait connu davantage de



précipitations dans la capitale depuis le début des mesures : le 17 octobre 1920 avec 74 mm. Dans les départements de Seine-et-Marne et d'Eure-et-Loir, plusieurs villes ont été inondées en raison de crues exceptionnelles des cours d'eau.

Le territoire français est exposé à de multiples risques naturels qui tendent à s'amplifier sous l'effet du réchauffement climatique, mais aussi de l'accroissement démographique et de l'urbanisation dans les zones exposées aux risques. Comme le montre notre infographie, basée sur les chiffres du ministère de la Transition Écologique et de la Cohésion des Territoires (MTECT), les événement naturels considérés comme très grave ont tendance à devenir plus fréquents. Un événement naturel est jugé comme très grave lorsqu'il occasionne plus de 10 morts ou plus de 30 millions d'euros de dommages matériels. En moyenne, entre 2001 et 2021, quatre événement très graves se sont produits chaque année, contre un seulement entre 1960 et 2000. Sur les 144 catastrophes naturelles recensées depuis 1960, environ les deux-tiers correspondent à des inondations.

#### Les cyclones tropicaux s'intensifient plus rapidement

Par ailleurs, les cyclones tropicaux s'intensifient plus rapidement. Ainsi, l'ouragan Milton, qui a causé d'importantes destructions en Floride, a été classé comme le cyclone atlantique le plus puissant depuis Dorian en 2019. En tout juste 24 heures, entre dimanche et lundi, la tempête tropicale a bondi du premier au dernier échelon (catégorie 5) de l'échelle de Saffir-Simpson, qui mesure l'intensité des ouragans. Il est cependant loin d'être le seul cyclone à avoir récemment enregistré une intensification extrêmement rapide, terme météorologique désignant une accélération d'au moins 93 km/h des vents soutenus sur 24 heures.

Les données de l'ONG <u>Climate Central</u> révèlent que 27 ouragans ont fait l'objet d'une intensification extrêmement rapide dans l'Atlantique au cours des vingt dernières années (2004-2023), alors qu'au cours des deux décennies ayant précédé (1984-2003), ce nombre n'était que de 12. Si l'on élargit l'analyse à l'ensemble des cyclones atlantiques qui ont connu une intensification rapide (c'est-à-dire plus de 55 km/h en 24 heures), leur nombre était de 93 entre 2004 et 2023, contre 69 entre 1984 et 2003. Cette année, un autre ouragan a fait l'objet d'une intensification extrêmement rapide : Beryl, qui a touché terre dans les Caraïbes puis au Texas en juillet. Trois autres cyclones atlantiques ont connu une intensification rapide en 2024 : Debby, Francine et plus récemment Kirk.

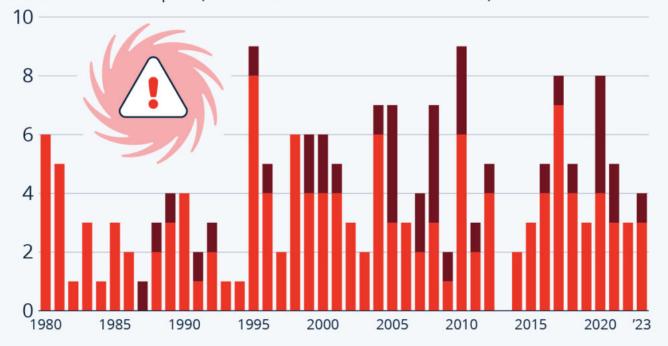
Le réchauffement des eaux, qui fait que davantage d'énergie est transmise à un cyclone, est un facteur clé de leur intensification rapide. La probable survenue d'un épisode La Niña cet hiver, un phénomène modifiant les courants marins et les vents dans l'atmosphère, peut favoriser la formation d'ouragans dans l'Atlantique, mais les eaux se réchauffent également de manière générale à cause du changement climatique, et ce depuis plusieurs décennies déjà. Des eaux océaniques plus chaudes pendant de longues périodes au cours de l'été et de l'automne augmentent les chances d'une saison cyclonique plus intense et plus étendue, comme l'illustre par exemple la survenue de Beryl en juillet cette année.



### Les cyclones tropicaux s'intensifient plus rapidement

Nombre de cyclones tropicaux dans l'Atlantique ayant connu une intensification (extrêmement) rapide depuis 1980

- Intensification extrêmement rapide (93 km/h ou plus en 24h)
- Intensification rapide (accélération de 56 à 92 km/h en 24h)



Source: Climate Central



statista **Z** 



Cliquer sur l'image pour l'agrandir.

De Tristan Gaudiaut pour Statista

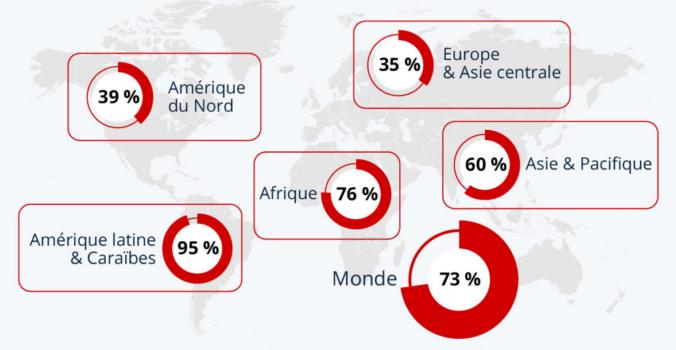


### L'effondrement mondial de la faune sauvage



# L'effondrement de la faune sauvage

Diminution des populations d'espèces vertébrées sauvages entre 1970 et 2020, par région\*



<sup>\*</sup> Selon l'Indice Planète Vivante, qui se base sur le suivi de 34 836 populations de 5 495 espèces de vertébrés (mammifères, oiseaux, amphibiens, reptiles et poissons).

Source: Indice Planète Vivante 2024 - WWF









Le Fonds mondial pour la nature (WWF) a publié un <u>nouveau rapport</u> alarmant qui révèle que les populations mondiales d'animaux sauvages ont diminué de façon drastique au cours des cinquante dernières années. L'«Indice Planète Vivante», qui se base sur le suivi de plus de 30 000 populations animales appartenant à plus de 5 000 espèces autour du globe, fait état d'un déclin de 73 % de la faune sauvage mondiale entre 1970 et 2020. Les activités humaines sont citées comme les principales



responsables, avec la destruction des habitats naturels liée à la déforestation et à l'expansion des terres agricoles. <u>Planète Vivante 2024</u>

Comme l'indique notre infographie, le pire <u>impact sur la biodiversité</u> a été observé en Amérique latine et dans les Caraïbes, où les populations d'animaux sauvages ont diminué de 95 % depuis 1970. Au cours de la même période, les populations de vertébrés ont décliné de 76 % en Afrique et de 60 % dans la région Asie et Pacifique. En Amérique du Nord et dans la région Europe et Asie centrale, le déclin s'établit à respectivement 39 % et 35 %. L'impact des activités humaines ne se fait pas seulement sentir sur la terre ferme, si les recherches ont montré que, depuis 1970, les populations mondiales d'animaux terrestres ont diminué de près de 70 %, celles de poissons d'eau douce ont elles décliné de plus de 80 %.

#### Biodiversité : plus d'un quart des espèces sont menacées d'extinction

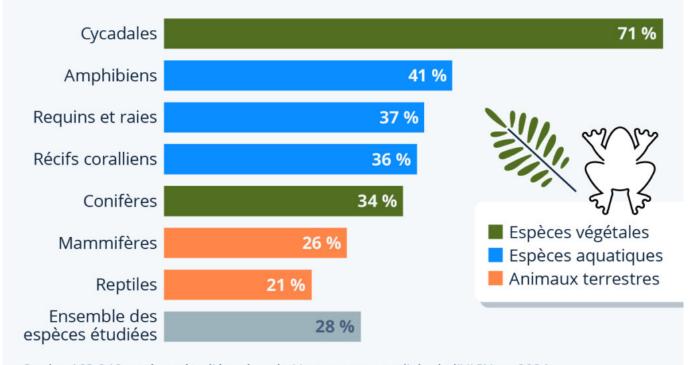
Extension des terres agricoles au détriment des <u>forêts</u>, <u>urbanisation galopante</u>, pollution, dégradation des milieux marins par la pollution et la surpêche, réchauffement climatique. Les pressions exercées par les activités humaines sur la nature sont nombreuses et menacent l'existence de milliers d'espèces végétales et animales. Notre graphique donne un aperçu du niveau de menace par classe ou famille d'espèces, telles que recensées dans la <u>Liste rouge</u> de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN). Lancé en 1964, cet inventaire représente une source complète d'informations sur l'état de conservation des espèces vivantes et constitue un indicateur privilégié de suivi de l'état de la biodiversité mondiale.

Selon la dernière actualisation de cette liste, la <u>biodiversité de la planète</u> poursuit son déclin. Sur les 163 040 espèces répertoriées en début d'année, 45 321 pourraient disparaître de la surface de la Terre dans un avenir proche, soit 28 % du total des espèces étudiées. Les cycadales – des plantes visuellement proches des palmiers et des fougères – sont le groupe le plus menacé, avec plus de 70 % d'espèces en voie d'extinction. Comme le met en avant notre infographie, la dégradation de la biodiversité est aussi particulièrement importante au niveau des écosystèmes aquatiques. Le taux d'espèces menacées atteint ainsi 41 % chez les amphibiens et plus de 35 % chez les requins, les raies et les récifs coralliens.



# Plus d'un quart des espèces sont menacées d'extinction

Part d'espèces animales/végétales menacées d'extinction dans le monde en 2024, par classe ou famille d'organismes



Sur les 163 040 espèces étudiées dans la Liste rouge mondiale de l'UICN en 2024, 45 321 sont classées menacées.

Source: Union internationale pour la conservation de la nature (UICN)



statista 🚄

Cliquer l'image pour l'agrandir. Crédit : Statista

De Tristan Gaudiaut pour Statista